

Le 21 novembre 2008

## **DÉCLARATION du Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire (M.S.Q.N.) sur le projet total de Gentilly-2**

### **Contexte global.**

Le 19 août 2008, en conférence de presse privée à Bécancour, M. Thierry Vandal, président-directeur général d'Hydro-Québec et Mme Julie Boulet, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, annonçaient que la décision avait été prise de lancer le projet de la réfection/reconstruction de Gentilly-2 (G-2) à un coût estimé à 1,9 milliards de dollars.

En ce moment, sur le site du réacteur nucléaire se trouvent 2500 tonnes de déchets de combustible irradié hautement radioactifs provenant de 25 années d'exploitation du réacteur. Après la réfection/reconstruction éventuelle de G-2, le prolongement de la fission nucléaire sur 25 années supplémentaires produira 2500 tonnes de plus de ce type de déchets radioactifs, pour un total de 5000 tonnes. Nos enfants et petits-enfants hériteront de ce fardeau « radioactif » dont le coût est estimé entre 2 et 5 milliards. Ces activités léguées aux générations montantes devront de plus inclure tous les autres déchets radioactifs produits à G-2.

Une estimation « prudente » du coût du projet incluant uniquement la réfection/reconstruction et la gestion permanente des déchets radioactifs de combustibles irradiés produits à G-2, en tenant compte des dépassements de coûts habituels du nucléaire, est d'au moins 8 milliards de dollars. Un tel montant entraînera une hausse de l'évaluation du coût de production de l'électricité à environ 30 cents le kilowattheure, ce qui correspond à trois fois le coût de l'électricité éolienne.

Le Bureau des audiences publiques en environnement (BAPE) avait jugé en 2005 que la décision de procéder à la réfection/reconstruction éventuelle de G-2 devrait être "un choix de société". Cet avis d'esprit démocratique devrait d'autant plus s'appliquer puisque les québécois et québécoises sont collectivement propriétaires d'Hydro-Québec.

### **Anti-démocratie**

Contrairement à l'esprit démocratique, Hydro-Québec et le gouvernement libéral ont procédé en catimini dans ce dossier. Sans consulter les citoyens et sans aucun avis sur le déroulement d'opérations préliminaires à la réfection/reconstruction de G-2, ils ont déjà « engouffré » des centaines de millions de dollars. Ces engagements financiers, accomplis dans le plus grand secret, vont à l'encontre de l'échéancier stipulé par le gouvernement du Québec dans son décret du 27 juin 2007. Celui-ci reconnaissait que le gouvernement accordait *son autorisation en faveur d'Hydro-Québec de réaliser dans un premier temps les travaux d'agrandissement de l'aire de stockage nécessaires à la poursuite de l'exploitation de la centrale sans la réfection. De plus, pour les phases subséquentes, le gouvernement stipulait que les démarches seraient entreprises après que le gouvernement aurait fait connaître sa position sur la réfection de la centrale.*

Deux autres faits illustrent le manque d'esprit démocratique du gouvernement actuel. Rappelons en premier lieu que le 12 août 2008, une lettre cosignée par quelque 45 organisations écologistes avait été adressée au Premier ministre Jean Charest et demandait que la réfection/reconstruction de G-2 fasse l'objet d'un débat public à l'Assemblée nationale. En date du 20 novembre 2008, le Premier ministre, M. Charest, n'a pas répondu à cette lettre. Rappelons également que le 15 octobre, suite à la demande de Mme Rita Dionne-Marsolais, alors députée PQ de Rosemont, de convoquer Hydro-Québec sur le dossier de G-2, le gouvernement et les représentants libéraux de la Commission parlementaire de l'économie et du travail ont refusé formellement d'ouvrir ce dossier.

Par contre, nous devons reconnaître le fait que le 30 octobre 2008, une motion a été adoptée à l'unanimité et sans débat, par l'Assemblée nationale concernant « *l'interdiction de l'enfouissement de déchets et combustibles irradiés en provenance de l'extérieur du Québec* » sur le territoire du Québec. Nous devons cependant souligner que cette motion entre en contradiction avec le fait

qu'Hydro-Québec, membre de la Société de Gestion des Déchets Nucléaires Canadienne, a accepté au nom du gouvernement du Québec, que le Québec puisse être désigné récipiendaire du seul site canadien de gestion permanente des déchets radioactifs de combustible irradié. Afin d'éliminer toute ambiguïté, cette motion adoptée à la sauvette devra être améliorée et confirmée par voie législative.

Pour le Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire, la seule façon cohérente et responsable pour le Québec de résoudre cette contradiction et de palier à ces manques d'éthique de la part de notre gouvernement et d'Hydro-Québec, nécessite l'annonce du déclassement de G-2 et l'arrêt de la production de nouveaux déchets radioactifs à la fin de la vie utile de G-2 annoncée pour décembre 2010.

### **En conclusion**

Le Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire présente un défi pour chaque québécois et québécoise, peu importe leur allégeance politique. Nous nous devons de manifester ouvertement notre désaccord avec les manœuvres non-démocratiques qui ont eu lieu dans le dossier de G-2. La décision de sa reconstruction, prise en catimini, est inacceptable.

La présence à Bécancour des 2500 tonnes de déchets hautement radioactifs ainsi que l'existence du réacteur devenu très radioactif, nécessiteront, sur place et pendant des décennies, l'attention des travailleurs nucléaires. Et ce, même si le réacteur n'est pas reconstruit.

Le maintien des emplois nucléaires ne nécessite pas de gaspiller plus de huit milliards dans la réfection/reconstruction de G-2 et de doubler le fardeau de déchets radioactifs à léguer à nos enfants et nos petits-enfants pour des générations à venir.

**Nous demandons à tous les québécois et québécoises d'agir pour que cette décision malheureuse d'Hydro-Québec et du gouvernement libéral soit révoquée.**

#### **(s) Le Comité de Coordination/Mobilisation et le Comité Aiseur de M.S.Q.N. :**

Jacques Dagenais, Intervenant privé  
Michel Duguay, Mouvement Vert Mauricie  
Gordon Edwards, Regroupement pour la surveillance du nucléaire  
Philippe Giroul, Groupe d'Actions pour la Restauration du Lac St-Pierre  
Pierre Jasmin, Artistes pour la paix  
Pierre Lambert, Mouvement Vert Mauricie  
François Lapierre, Ass. Protect. Environnement Hautes Laurentides  
Stéphane Lebel, Action RE-buts  
Jérôme Normand, Environnement Jeunesse  
Éric Notebaert, Professionnel de la Santé pour la Survie Mondiale  
Michel Séguin, Semaine québécoise de réduction des déchets  
Christian Simard, Nature-Québec  
Shawn-Patrick Stensil, Greenpeace  
Jean-Guy Vaillancourt, Gr. Rech. en écologie sociale, Univ. Montréal  
Laure Waridel, éco-sociologue

(s) Les **80 organismes sociaux et environnementaux partenaires**: (en date du 20 novembre)  
Réseau Québécois des Groupes Écologistes, Les Jardins de la Cité, RABAT-JOIE, ENvironnement JEUnesse, Association Pour la Protection de l' Environnement de Lévis, Energy Probe, Association contre le Port Méthanier, Front Commun Québécois Gestion Écologique des Déchets, Les Amis de la Terre de Québec, Regroupement des Travailleurs Victimes du Nucléaire, Chute Libre, Coalition Verte de Trois-Rivières, Equiterre, Coalition pour un Québec des Régions-Mauricie, Regroupement pour la Surveillance du Nucléaire, Greenpeace, Ass.Québec - Lutte contre la Pollution Atmosphérique, Sierraclub Québec, Groupe d'Action pour Restauration du Lac St-Pierre, Ligue des Citoyens du Secteur Beauvillage Shawinigan, Coalition des Citoyens de Mékinac, Groupe d'Éducation Relative à l'Environnement, 3R., Asso.Québ. Prof.Éducation Relative à l'Environnement, Fondation David Suzuki, Canadian Environmental Law Association, Groupe Recherche en Écologie Sociale, Univ. Montréal, Société pour Vaincre la Pollution, Professionnels de la Santé pour la Survie Mondiale, Ass.Protection Environnement Hautes Laurentides, Conseil de Conservation du Nouveau-Brunswick,

La Fête Verte, Nature Québec, Citizens for Alternatives to Chemical Contamination, Union St-Laurent Grands Lacs, Athabasca Bioregional Society, EcoJustice, Zéro Nucléaire, Fondation Rivières, Inter Chuch Uranium Committee Educational Coop., Peace River Environmental Society, Community Coalition Against Mining Uranium, Le Conseil des Canadiens, Regroup. Organismes Environnementaux en Énergie, Earth Dance Studio, Glacialis, Front Commun Personnes Assistées Sociales du Québec, Comité de l'Environnement de Chicoutimi, École de Musique Vincent d'Indy, Groupe Écosphère, Muséobus, Artistes pour la Paix, Maison des Grands Parents de Villeray, Journal de rue La Galère, Action Re-buts, Mouvement Au Courant, Mouvement Interculturel pour l'Environnement, Alternatives, Union Paysanne, Réseau Québécois pour la Simplicité Volontaire, Centre conseil grossesse de Trois-Rivières, Coalition Québec Vert Kyoto, Coll.contre l'Enfouissement des Déchets Radioactifs (France), Réseau "Sortir du nucléaire" (France), Médecins aux pieds nus – Canada, Énergie Solaire Québec, Institut de Santé Naturelle Fleury-Rode, Cuisines collectives de Francheville, LePoids Vert de Rimouski Neigette; association étudiante, Maison de jeunes, Le comité de protection des lacs Marquis, Maison des insectes inc., Mouvement Écologique du Collège Lionel Groulx, adds-association de défense des droits, OJM (Organisme Jeunéthiquement Modifié, La traversée Philanthropique, Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal, Comité de l'environnement de Chicoutimi, REVE. Mouvement Vert Mauricie.

## Comment agir ?

- Signer la pétition

sur le site de Greenpeace :

<http://www.greenpeace.org/canada/fr/campagnes/climat-energie/energie/nucleaire/gentilly/intro-resolution>

ou sur le site de Nature Québec :

[http://www.naturequebec.org/ressources/fichiers/Communications/Membres/2008-09/TXT08-09\\_Nucléaire.pdf](http://www.naturequebec.org/ressources/fichiers/Communications/Membres/2008-09/TXT08-09_Nucléaire.pdf)

- Interpeller tous les candidats de tous les partis politiques pour qu'ils se commettent dans ce dossier.
- Appuyer le **Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire** et les 80 organismes partenaires de ce mouvement en diffusant ces informations à tout votre entourage (familles, amis, voisins, organismes, ...)
- Écrire des lettres d'opinion aux journaux.